

[I print version](#)  [I english version](#) [I versión en español](#) [I](#)

# Idees sur le DH

HDR Networks Février 2007 No. 5



## **Comment les conflits sapent-ils le développement humain ?**

Frances Stewart, Queen Elizabeth House, Université d'Oxford

### **Développement humain et conflits :**

Parmi les dix pays ayant les indicateurs du développement humain les plus faibles, huit ont connu des conflits au cours des deux dernières décennies. Un développement humain faible – notamment lorsqu'il existe des inégalités horizontales aiguës (IH) – rend les pays particulièrement enclins aux conflits. Un cercle vicieux peut ainsi s'instaurer, dans lequel un conflit dégrade le développement humain, et un développement humain faible avec des facteurs d'exclusion contribue au conflit (ce problème mettra en exergue ce dernier).

### **De quelle manière les conflits ont-ils un impact sur le développement humain ?**

Les conflits violents ont un impact négatif majeur et vaste sur le développement humain à travers toutes les générations – non seulement sur les trois éléments de l'indicateur du développement humain (espérance de vie, revenus et éducation) mais aussi sur des dimensions plus larges des capacités, en particulier sur la sécurité humaine et, de manière plus générale, sur les libertés. La plus grande partie des coûts d'une guerre ne découlent pas directement des décès et des blessures dus aux combats mais indirectement de la perte des moyens d'existence en raison de la dislocation de l'économie et de la société. Les conflits affaiblissent le développement humain car :

- Ils perturbent les activités économiques, en combinant de manière complexe la destruction de l'infrastructure économique, la dégradation de l'environnement, la détérioration des communications, la diminution des investissements, la restriction de marchés à l'exportation et la baisse des revenus fournis par les devises. Autant de facteurs qui réduisent la croissance économique et, par voie de conséquence, les droits économiques de la population.
- La diminution de la croissance et l'affaiblissement de l'administration entraînent une réduction des revenus des impôts et du même coup la diminution des ressources nécessaires pour financer les services sociaux. L'économie pâtit en outre de la perte de la main-d'œuvre, la main-d'œuvre qualifiée migrant. Les droits sociaux se trouvent donc eux aussi réduits.
- Les guerres peuvent également conduire à des famines, suite à l'interruption des approvisionnements et/ou à la montée en flèche des prix alimentaires. Les famines connues par le *Soudan* dans les années 80 puis de nouveau en 1998, de même que la famine *éthiopienne* de 1984 qui a fait périr des millions de personnes sont quelques exemples parmi d'autres de ce phénomène.

### **Quelle est l'étendue de l'impact ?**

L'impact précis des conflits varie sensiblement selon les pays et au sein-même des pays. Les groupes exclus socialement, politiquement et économiquement, dont les femmes, sont les plus vulnérables à ces impacts. Les variations dépendent de la nature de la guerre, selon qu'elle fait rage dans tout le pays ou est seulement confinée à une partie de celui-ci ;

- la nature de l'économie : à quel point elle est flexible, et si des substituts peuvent être facilement trouvés pour remplacer ce qui était préalablement produit dans le secteur formel ou importés;
- la nature du gouvernement : s'il devient très faible et incapable de fournir des services de base, ou s'il demeure au contraire en mesure de maintenir, ou même d'améliorer, ses contributions au développement humain, ou bien, dans le cas où il est solide, s'il prend partie et retire de manière délibérée des services à une partie de la population ; et
- la nature de la réponse internationale : si elle continue à commercer et à fournir du crédit, favorisant ainsi l'apport de devises, ou s'il introduit un embargo strict.

## Que montrent les faits ?

On a relevé un impact négatif sur le PIB par tête dans 13 des 14 pays subissant les pires conflits entre 1975 et 1995, avec des écarts considérables de magnitude. Les pires pertes sont intervenues dans les guerres longues et durables. Les analyses de régression ont estimé que des pertes annuelles de 2 à 2,5% intervenaient au cours des guerres et dans les années qui suivaient immédiatement, par rapport aux pays en situation de paix. Les études de cas et les analyses économétriques montrent un fort impact négatif sur l'investissement. On estime que les dépenses de développement du *Népal* ont chuté d'un tiers entre 2001 et 2004.

- Au *Mozambique*, environ deux tiers des barrages ont été détruits, et presque 60% des écoles primaires ont été fermées ou détruites.
- En *Ouganda*, à la fin des années 70, environ la moitié des docteurs et 80% des pharmaciens ont fui le pays.
- La consommation de calories a chuté de plus de 70% dans les pays les plus touchés par les conflits entre 1970 et 1995, plongeant à un niveau inférieur à 1.700 calories par personne et par jour en *Ethiopie*, au *Liberia*, au *Mozambique*, en *Sierra Leone*, en *Somalie* et en *Afghanistan*.
- On estime que les dépenses gouvernementales en matière de santé et d'éducation ont chuté dans 10 des 14 pays touchés par la guerre (de 1970 à 1995) et de plus de 40% en *Angola*, au *Liberia*, en *Ouganda*, au *El Salvador* et en *Iran*.
- Les inscriptions à l'école primaire ont chuté drastiquement dans certains pays, notamment en *Angola* et au *Mozambique*.
- En *Ouganda*, la mortalité infantile additionnelle, par rapport aux tendances régionales des pays en paix, s'est élevée à plus de 2% de la population en 1995. Les estimations économétriques effectuées dans les pays font apparaître une augmentation du taux de mortalité infantile de 13% pendant une guerre civile de cinq ans. De plus, certaines études de cas semblent montrer que les augmentations des taux de mortalité des adultes dépassent parfois celles des taux de mortalité infantiles.

## Quelle devrait être la réponse ?

Un enseignement important que l'on peut tirer en ce qui concerne les coûts indirects importants des conflits violents est que la politique peut être en mesure de réduire ces coûts de manière sensible si elle est élaborée de manière appropriée, même si le conflit est toujours en cours.

La communauté internationale investit généralement peu dans le développement pendant un conflit, se concentrant sur les secours humanitaires. Elle rend souvent la situation encore plus complexe en décidant de réaliser des embargos commerciaux et d'arrêter les aides. Cela est une erreur grave. Le développement humain peut être protégé, et même favorisé, même pendant les guerres. Il convient pour cela de promouvoir des politiques visant à :

- Aider à prévenir le déclin macroéconomique en évitant les embargos et en fournissant des aides et des crédits;
- Aider le gouvernement (ou les autorités de remplacement) en lui apportant des moyens financiers et de l'aide technique pour permettre de continuer à fournir les services de base, notamment pour la santé;
- Surveiller la situation alimentaire, en étant attentif aux signes précoces de déficiences soit dans l'offre, soit dans la demande. Dans le premier cas, il est approprié de fournir de l'aide alimentaire. Dans le deuxième, il faut assurer que les gens ont accès aux liquidités adéquates pour pouvoir acheter de la nourriture (par exemple grâce à des programmes d'emploi ou des transferts de liquidités).
- Il est préférable de fournir de l'aide aux populations – notamment des services alimentaires et de santé – là où ils vivent, et non pas dans des camps. Une fois que les gens se sont installés dans des camps, ils ne peuvent plus cultiver ou faire de l'élevage, ni participer à d'autres activités génératrices de revenus, compliquant ainsi les conséquences négatives du conflit sur la production et la distribution.
- Il est également presque toujours préférable – à moins qu'il n'y ait eu une chute catastrophique de la production alimentaire – de fournir des avantages financiers plutôt que de l'aide alimentaire, en raison du fait que cela augmente le pouvoir d'achat local et dispense des revenus aux agriculteurs locaux, tandis que la fourniture d'aide alimentaire réduit les marchés locaux et entraîne des privations.

## Quelques sources d'informations générales :

1. Collier, P. 1999. On the economic consequences of civil war. *Oxford Economic Papers*, 51(1): 168-183.

[Cliquez ici](#)

2. Franche, Marc-Andre. 2004. Conflict Prevention Guidance Note. NHDR Occasional Paper Series. New York: UNDP/HDRO

[Cliquez ici](#)

3. Guha-Sapir, D. & Forcella, E. 2002. Mortality risks in recent civil conflicts: a comparative analysis. Brussels: Centre for Research on the Epidemiology of Disasters

[Cliquez ici](#)

4. Hoeffler, A. & Reynal-Querol, M. 2003. Measuring the costs of conflict. Oxford: Centre for the Study of African Economies.

[Cliquez ici](#)

5. Imai, K. & Weinstein, J. 2000. Measuring the economic impact of civil war, Center for International Development at Harvard University Working Papers: 51. Cambridge, Mass.

[Cliquez ici](#)

6. Ra, S. & Singh, B. 2005. Measuring the economic costs of conflict: the effect of declining development expenditures. Manila: Asian Development Bank.

[Cliquez ici](#)

7. Stewart, F., Huang, C., & Wang, M. 2001. Internal wars: an empirical overview of the economic and social consequences. In F. Stewart & E. V. K. Fitzgerald & a. Associates (Eds.), *War and Underdevelopment*, Vol. One. Oxford: OUP.

[Cliquez ici](#)

**Remarque:** *Idees sur le DH (HD Insights)* sont des contributions des membres du reseau et ne representent pas necessairement les opinions du PNUD.